

DES SPÉCIALISTES ÉVOQUENT LE PROBLÈME

«C'est l'hystérie des prix»

L'envol des prix des produits de large consommation semble ne plus connaître de limites. Les marchés se sont encore enflammés ces dernières semaines affectant gravement les bourses des Algériens qui s'interrogent désormais sur les capacités de l'Etat à faire face à des spéculateurs érigés en véritable mafia.

Abla Chérif - Alger (Le Soir) - Lundi, 6 mars. Les marchés réputés être accessibles aux consommateurs affichent de nouveaux prix. Aujourd'hui, la pomme de terre est à 100 DA. Un prix incroyable qui suscite de sévères commentaires parmi les clients. La hausse surprise, incompressible ne se limite pas seulement à ce produit. La tomate est cédée selon sa qualité entre 90 et 120 DA. Remplir son couffin relève désormais de la gageure. Pourtant, en face, les discours rassurants des politiques tentent d'apaiser les esprits en annonçant la mise en application d'un contrôle plus strict, d'une régulation destinée à maintenir un pouvoir d'achat décent... Des paroles malheureusement très peu suivies d'effets sur le terrain. Décontenancées, les autorités évoquent l'existence de réseaux de spéculateurs, de grossistes mal intentionnés qui font fluctuer les prix en recou-

rant à des pratiques mafieuses... L'Etat est-il encore en mesure de faire face à cette mafia ? Des spécialistes s'expriment ici sur une problématique qui empoisonne le quotidien des Algériens. Mohamed Toumi, directeur exécutif de la Fédération algérienne des consommateurs (FAC), s'étonne des prix que nous avons constatés : «Les tomates ne sont pas à 120 DA, je les ai trouvées entre 140 et 150 DA à El-Hamiz, chez de petits vendeurs dans des camionnettes qui n'ont aucune charge à payer. Oui, vous avez raison, c'est l'hystérie des prix. Comment peut-on concevoir que le kilo d'ail soit vendu entre 1800 et 2000 DA alors que nous sommes un pays producteur ? Il y a abus.» Il poursuit : «J'ai posé personnellement la question au ministère du Commerce, on m'a répondu que les prix étaient libres en dehors des produits de consommation subventionnés par l'Etat.» Mohamed Toumi évoque «l'absence totale de contrôle des prix sur le terrain. Et il n'y a pas que cela : la pomme de terre doit normalement être lavée avant d'être mise sur le marché, mais elle est vendue avec sa terre parce qu'elle pèse

plus lourd. C'est pareil pour les artichauts, on les vend avec leur tige pour avoir un poids plus important.» Le président de la FAC intervient à son tour. Selon M. Haris, l'Algérie fait actuellement face à une grande dérive due à l'existence de véritables lobbies, «le déséquilibre entre l'offre et la demande est immense, il est dû à des intermédiaires qui paraissent hors de contrôle, ce sont de véritables bandes et l'Etat a tous les moyens nécessaires pour les combattre, il faut simplement qu'il le veuille». L'envolée des prix n'a-t-elle cependant pas de limites ? Boulouar, président de l'Association nationale des consommateurs, tente de répondre lui aussi à cette question. «Ce sera ainsi tant qu'il n'y aura pas de mise en place d'un plan national d'agriculture qui garantit la stabilité de l'offre, car dans notre pays, le plus gros problème qui se pose est celui de la stabilité dans la production. On en revient à la situation de l'agriculteur, du paysan de base qui n'est pas encouragé, pas soutenu... le marché de Teleghma pour ne citer que cet exemple a été cassé et on se retrouve à importer de l'ail... savez vous que l'Algérie est le seul pays où les agriculteurs ont peur de doubler leur production car ils n'ont pas de garantie. Et bien sûr, il y a les spéculateurs. Il n'y a qu'à voir ce qui s'est passé il y a quelques jours à Aïn-Defla. Les autorités auraient saisi 21 000 tonnes de pommes de terre qui avaient été volontairement

cachées pour créer une tension sur le terrain.» Ferhat Ait Ali, économiste connu, tire la sonnette d'alarme. Selon lui, on assiste actuellement à une politique de nuisance terrible, due à «l'infiltration ou la jonction de lobbies dans les sphères de décision. C'est carrément une politique de destruction qui nous pousse à nous interroger sur l'existence d'une volonté de remplacer la paysannerie traditionnelle par de grands groupes. Comment ne pas s'interroger lorsque l'on sait que les paysans se débrouillent seuls sans aucun soutien ? Savez-vous qu'aux Etats-Unis on paye les cultivateurs pour les soutenir ? Chez nous, on ne le fait que pour les cultures de céréales, les autres se débrouillent seuls, ils ont peur de s'avancer, de produire de grande quantité pour ne pas perdre le peu qu'ils ont. Le problème est structurel, la crise que traverse le pays n'a fait que mettre à nu un problème de fond. C'est une dérive sans limites. Le risque est de se retrouver face à une situation telle que nous l'avons connue dans les années 1990. Car la paupérisation pousse les masses rurales à se déplacer vers les grandes villes où leur prise en charge est impossible. La marmite risque de nous exploser au visage. Malheureusement, en face on camoufle en mettant en avant la subvention du sachet de lait et du pain. Mais ca, c'est la dotation du prisonnier...»

A. C.

GREFFE RÉNALE EN ALGÉRIE

La sensibilisation avant tout

En septembre dernier, la 102^e greffe rénale a été réalisée au Centre hospitalo-universitaire de Batna, portant ainsi les prévisions de l'établissement de 50 à 60 greffes. Si le CHU de Batna est un pôle phare dans la greffe des reins, beaucoup reste à faire dans ce domaine.

Mounira Amine-Seka - Alger (Le Soir) - Le 11 mars est la journée mondiale du rein et pour cela, la société algérienne de néphrologie, dialyse et transplantation, ainsi que l'Agence nationale des greffes ont organisé une journée médico-sociale à l'hôpital Frantz-Fanon de Blida, sous le haut patronage du ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière. Un travail de l'équipe du CHU de Béni Messous, effectué entre 1983 et 1985 et présenté à la Conférence «Prospectives de la transplantation rénale en Algérie, le 13 avril 1985» montrait que moins de 5% des parents de dialysés étaient favorables au don d'un rein alors que plus de 60% l'étaient dans la population générale non concernée par les problèmes de dialyse. Si ce chiffre s'affichait il y a plus de trente ans, celui d'aujourd'hui est bien plus important, mais semble s'être inversé, au vu des affaires de trafic d'organes qu'observe

le monde actuel. Dans ce cadre, M. Zebboudj, le vice-président de l'association des dons d'organes Biloba, a souligné que la majorité des organes transplantés viennent de donneurs vivants, apparentés aux patients. Il est vrai que les prélèvements d'organes, sur les personnes décédées, reste un sujet tabou dans notre société, puisque le sujet n'est pas ancré dans l'esprit collectif de la société. Un problème à résoudre via la communication et les campagnes de sensibilisation. Pour aider les adhérents à expliquer leur démarche aux leurs, l'association œuvre dans l'information, mais également dans l'aide au donneur à expliquer sa démarche, avant de lui délivrer une carte de donneur. Le D^r Boukhaloua, président de la Fédération nationale des insuffisants rénaux a expliqué que si l'Algérie enregistre plus de 18 000 malades dialysés, soit, 500 patients pour un million d'habitants, répartis sur plus de 300 centres publics de dialyse, le recours à la greffe reste encore au stade du balbutiement, même si la transplantation rénale a grimpé de 54%, passant de 120 transplantations en 2010 à 254 en 2015. Combien même le recours aux soins reste un droit, il faut savoir que le traitement et les soins d'accompagnement restent d'un coût élevé qui menace les caisses de la Sécurité Sociale, souligne le P^r Hammouche et, c'est pourquoi, une révi-

sion de la gestion des dépenses pour les soins est indispensable, ainsi que l'établissement des prévisions, la collecte des données et statistiques, au vu du nombre d'insuffisants rénaux qui va croître. Ce qui sauve ou disons prolonge la vie de certains patients atteints de cette affection, ce sont les centres publics qui offrent les soins gratuitement, mais également les centres d'hémodialyse privés conventionnés avec la Cnas. Le D^r Radhia Kraiba, directrice scientifique de l'ANG, a expliqué que l'Agence nationale des greffes est sur le point de ficeler le registre de la dialyse, en partenariat avec la Cnas, pour l'adopter et l'utiliser dans les centres publics. La greffe rénale est présentée comme le traitement de suppléance de l'insuffisance rénale chronique terminale le plus efficace et le moins coûteux. En 2015, l'hémodialyse a coûté 982 207,87 DA, contre seulement 562 094,88 DA, pour les transplantations. Afin de convaincre les donneurs vivants, le département de communication de l'ANG s'occupe de toute la chaîne de l'opération. C'est-à-dire, du malade qui sera receveur de l'organe, au donneur, en passant par le staff médical et technique. Un dur labeur qui demande à ce que le corps médical s'en tienne fidèlement au serment d'Hippocrate.

M. A.-S.

10^e SESSION DU CONSEIL D'ASSOCIATION ALGÉRIE-UE

Recherche de plus de rééquilibrage

Lundi 13 mars, se tiendra à Bruxelles la 10^e session du Conseil d'association Algérie-Union européenne. Elle sera coprésidée du côté algérien par Ramtane Lamamra, le ministre des Affaires étrangères, et du côté de l'Union européenne par M^{me} Federica Mogherini, la représentante de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité. Dans son communiqué, le MAE algérien annonce, comme entre autres points à l'ordre du jour, la «signature de trois nouvelles conventions de coopération.

La rencontre du 13 mars est celle de la plus haute instance de concertation et de dialogue politique institué par l'accord d'association et dont la périodicité est annuelle. Cette réunion va faire le bilan des relations UE-Algérie et définir les moyens d'impulser davantage ces relations. La réunion de cette année est toutefois considérée comme revêtant un caractère «particulier» dans la mesure où elle devra entériner, à cette occasion, «le document final portant sur les conclusions de l'évaluation conjointe de la mise en œuvre de l'accord d'association Algérie-

Union européenne. Pour rappel, Ali Mokrani, directeur de la coopération avec l'Union européenne au MAE algérien, avait annoncé, le 13 février dernier, que le document portant évaluation de l'accord d'association allait être validé à cette rencontre de mars. Ce document à valider est caractérisé de document «référence» qui porte sur les axes importants à suivre pour renforcer «et apaiser» les relations entre l'Algérie et l'UE. En fait, pour l'Algérie, le moment est certainement venu d'arriver à un rééquilibrage des intérêts». Pour l'instant et depuis sa signature en 2002 et sa mise en œuvre en 2005, un manque à gagner de recettes douanières de près de 7 milliards de dollars a été enregistré par les Douanes algériennes. Cette situation ne risque pas d'évoluer en l'état actuel des choses, nos exportations vers l'Europe étant essentiellement faites d'hydrocarbures. Ainsi, le cumul des exportations hors hydrocarbures vers les pays de l'UE est passé de 597 millions de dollars en 2005 à juste 2,3 milliards de dollars en 2014 puis a baissé pour se situer à 1,6 milliard de dollars en 2015. Se déclarant «pleinement engagé dans un nouveau modèle de croissance qui devra sortir le pays de la dépendance des hydrocarbures, l'Algérie a défini avec l'UE et fait inscrire les priorités conjointes dans le document qui sera examiné le 13 mars. Ainsi, il n'est plus question pour

l'Algérie de renégocier l'accord d'association mais de faire en sorte que les accords de partenariat soient rééquilibrés au bénéfice des deux parties et que les domaines de partenariat soient identifiés et arrêtés d'un commun accord. Pour cette session du 13 mars qui coïncide avec la fin du cycle budgétaire 2014-2017, il sera question de lancer les discussions sur la prochaine programmation financière pluriannuelle 2018-2020. D'ores et déjà, l'on annonce la signature de trois nouvelles conventions de coopération dans le domaine des énergies renouvelables, des réformes des finances publiques et de la poursuite de l'accompagnement de la mise en œuvre de l'accord d'association. Il n'est pas invraisemblable, enfin, que ce que note en tout dernier lieu, et sans beaucoup de détails, le communiqué du MAE comme point «d'échange de vues sur les évolutions internes...» qu'il prenne une place plus importante lors de cette rencontre que ne le laisse paraître le communiqué. A la veille d'un scrutin législatif en Algérie, l'UE - qui a d'ores et déjà donné son accord à Lamamra pour assurer l'envoi d'observateurs lors du scrutin, prolongera sûrement la discussion sur les modalités d'organisation de cette consultation et plus globalement sur la situation politique du pays.

Khedidja Baba-Ahmed

SCOLARISATION
DES ENFANTS À BESOINS
SPÉCIFIQUES
EN MILIEU SCOLAIRE

Des experts
identifient
les blocages

La scolarisation des enfants à besoins spécifiques en milieu scolaire ordinaire se heurte toujours à des blocages. Le ministère de l'Education nationale et celui de la Solidarité ont décidé de faire le diagnostic du problème. Des experts s'attellent à l'identification de l'origine des difficultés pour ensuite faire des propositions afin de redynamiser cette démarche.

Salima Akkouche - Alger (Le Soir) - La ministre de l'Education nationale ne veut pas donner, toutefois, de faux espoirs. Son département veut certes améliorer la situation de la scolarisation des enfants à besoins spécifiques en milieu scolaire ordinaire mais d'après les propos de Benghabrit, il ne faut pas s'attendre à ce que le problème soit totalement réglé dans l'immédiat. «Nous ne disons pas que nous allons tout prendre en charge», a déclaré hier la ministre lors d'un atelier d'évaluation de la prise en charge au sein du secteur de l'éducation des enfants à besoins spécifiques, organisé conjointement avec le ministère de la Solidarité nationale. «Nous allons identifier d'une manière concrète où se situent les difficultés et les blocages et trouver les pistes pour intégrer une véritable dynamique à cette démarche et garantir aux enfants à besoins spécifiques le droit à la scolarisation», a souligné Nouria Benghabrit. Des experts se sont réunis pour proposer des solutions, une fois les blocages identifiés. D'ailleurs, Mounia Meslem a instruit ces spécialistes de faire des propositions et donner des alternatives comparables à ce qui se fait de par le monde. La scolarisation des enfants à besoins spécifique en milieu scolaire, se félicitent les deux ministres, a connu un saut important. Cependant, admettent-ils, «nous sommes conscients des problèmes qui persistent pour sa totale réussite». «Aujourd'hui, nous sommes passés de l'éducation intégrée à l'éducation inclusive», estime la ministre de l'Education qui a indiqué que son secteur a lancé depuis le mois de janvier dernier un programme de formation au profit des inspecteurs et qui s'étalera jusqu'au mois d'octobre prochain. Ceci, dit-elle, permettra au secteur de disposer d'enseignants expérimentés pour pouvoir prendre en considération les spécificités de ces enfants. Ils sont aujourd'hui 23 722 enfants à besoins spécifiques à suivre une scolarité en milieu scolaire dans 365 classes dégagées à cet effet. «La note interministérielle du 3 mars 2014 a donné une grande dynamique pour la généralisation de l'intégration de ces enfants en classes ordinaires passant de 3 000 élèves en 2014 à près de 24 000 durant la rentrée 2016/ 2017 dont plus de 13 000 sont scolarisés dans des classes ordinaires», a déclaré la ministre de la Solidarité nationale qui estime, cependant, que l'objectif est de toucher encore le plus d'enfants possible.

S. A.